L'Anarcho-syndicaliste - n°95
mars 1970
Union des Anarcho-Syndicalistes

"EN SUÈDE..."

La Suède connaît depuis quelques mois des troubles sociaux d'une importance bien plus considérable que celle que veulent bien lui accorder la presse locale et étrangère.

C'est en effet tout le système suédois qui est visé, système d'intégration dans tous les domaines, où la démagogie a une réelle influence sur une population apparemment confortablement inerte.

La lutte des classes semblait avoir été totalement endormie au cours de ces dernières' décennies et cela notamment par un système de réglementation des rapports de travail particulièrement subtil.

Mais voilà qu'en novembre 1969 les dockers de Goteborg ne "respectent plus le jeu", déclenchent une grève en dehors de leur organisation syndicale donnant ainsi le signal de cette série de grèves sauvages qui, depuis, effraient la Suède.

On ne peut comprendre l'importance de telles grèves sans connaître le fameux système syndical qui a jusqu'ici préservé la sacro-sainte "Paix Sociale" en Suède.

La première particularité réside dans le fait que les rapports entre travailleurs et patrons, ont lieu à l'échelon national et sont une affaire privée entre patrons et ouvriers sur le plan national. L'Etat n'intervient pratiquement pas officiellement, dans la réglementation des rapports de travail, si ce n'est en donnant le caractère obligatoire aux dispositions conventionnelles décidées par les employeurs et les travailleurs.

Ces rapports employeurs/travailleurs sont établis sur le plan national par l'intermédiaire de leurs organisations respectives: les patrons sont groupés dans la confédération patronale suédoise, la fameuse *Svenska Arbetsgivareföreningen* (S.A.F.) groupant 45 associations du secteur privé (Ne pas oublier que dans ce pays dit socialiste 90% de l'industrie est aux mains de l'entreprise privée); les travailleurs, eux, sont groupés dans la Confédération Générale du travail de Suède, la *Landsorganisationen* (L.O.) comprenant 37 unions syndicales et 3.500 syndicats locaux dont les 1.600.000 adhérents représentent environ 90% de la main d'oeuvre ouvrière; une grande partie des employés de bureau et des cadres sont regroupés notannent dans la confédération générale des fonctionnaires et employés (T.C.O.) comptant 560.000 adhérents.

S.A.F. (patrons) et L.O. (ouvriers) jouent un rôle primordial dans la vie suédoise, notamment par l'intermédiaire d'un organisme permanent, le *"Comité de marché du travail"* chargé de discuter des *"intérêts communs des patrons et des ouvriers"* (sic), réglementant notamment les salaires et les conditions de l'emploi. Pratiquement, les accords S.A.F.-L.O. au sein de ce comité fixent le taux de mouvenent des salaires dans tous les secteurs, constituant ainsi des négociations à l'échelle de l'ensemble de l'économie.

Les litiges entre patrons et ouvriers ont jusqu'ici trouvé leur solution *"au sommet"* et une procédure d'arbitrage est prévue en cas de désaccord.

On comprend qu'avec ce système une grève est très difficile à déclencher:
- les travailleurs doivent d'abord présenter leurs revendications à leur syndicat local;
- celui-ci les transmet à l'union syndicale intéressée;
- l'Union syndicale les transmet au sommet qui discutera courtoisement et amicalement avec le *"sommet patronal"*.

Le plus souvent , on aura d'ailleurs bien fait comprendre aux ouvriers gourmands que des accords de salaire ont été conclus jusqu'à telle date et que jusque là ils pourraient attendre. S'ils se montrent trop

pressés et déclenchent la grève malgré tout, ils auront droit chacun à une amende de 200 couronnes (somme voisine de 200 F) - et de toute façon personne n'acceptera de négocier avec eux tant qu'ils seront en grève. (C'est un grand pincipe qui a été pour la première fois battu en brèche à KIRUNA en janvier dernier).

On pourrait ajouter à cela quelques détails montrant que tout est mis en oeuvre pour intégrer la lutte des classes: la création d'une compagnie d'assurance-vie commune au patronat et aux ouvriers, une presse très habile à poser les faux problèmes et, bien entendu, un Etat prétendant représenter les ouvriers et leur permettant, il est vrai, une consommation beaucoup plus poussée que dans les autres pays d' Europe.

Mais la lutte des classes est une réalité, et il n'y a que les bureaucrates syndicaux pour feindre de l'ignorer; les patrons eux-mêmes l'ont très bien compris et sont prêts à beaucoup de sacrifices pour conserver le "système", d'autant plus que cette sorte de complicité factice avec leurs esclaves a pour double avantage de leur permettre d'exploiter en paix et de jouir d'une certaine liberté vis-à-vis de l'Etat social démocrate.

Cependant, les ouvriers semblent maintenant voir les choses sous un autre angle.

En effet, les dockers de Göteborg déclenchent une grève en novembre 1969 pour une augmentation de salaire et contre le licenciement de 2 de leurs collègues. Les syndicats ne les suivent pas, estimant que les salaires sont suffisants dans ce domaine (Il y a environ 1.000 dockers à Goteborg avec un salaire mensuel variant entre 2.000 et 3.500 couronnes par mois - entre 2.300 et 3.800F - duquel il faut toutefois déduire l'impôt - entre 30 et 40%.

Cette grève paraît incompréhensible dans le pays et son processus effraie les bureaucrates et politiciens de tous horizons. D'autant plus que le ton des grèves est assez nouveau pour la Suède. Un hebdomadaire Suèdois, FIB-AKTUELLT, publie l'interview d'un doker:
"La grève n'était pas seulement pour une augmentation de salaire et contre deux licenciements, mais contre cette putain de société...".

Et depuis une série de grèves analogues ont lieu dans toutes les branches de l'activité économique en Suède. Citons quelques exemples. En décembre et janvier derniers la fameuse grève des mineurs et des métallos de KIRUNA dont tous les journaux français ont parlé: on a réussi à museler cette grève par une augmentation de salaire de 30%. Mais l'ordre ne règne pas pour autant chez les mineurs, en effet ceux-ci cessaient à nouveau le travail à la fin du mois de Février. Cette grève a sérieusement entamé le système de négociations: la direction a dit accepter de rencontrer les ouvriers pendant la grève, ce qui ne s'était jamais vu en Suède.

Un reportage sur cette grève, de Sara LIDMAN (productrice de télé très connue en Suède) est interdit à la télé suédoise, ce qui montre bien qu'on est plus très à l'aise dans ce pays où on peut soi-disant "tout dire".

Le 2 Janvier à TRELLEBORG un atelier de femmes cesse le travail sans consulter le syndicat, bloquant ainsi toute l'activité d'une usine de caoutchouc.

Le 6 Janvier, le personnel des bagages de l'aéroport de Stokholm cesse spontanément le travail perturbant considérablement le trafic à l'aéroport.

Le 17 Janvier, 1.500 ouvriers de chez Volvo se mettent en grève sans préavis à Göteborg.

De plus en décembre et janvier un grand nombre de travailleurs se sont déclarés solidaires des grévistes de KIRUNA et ont cessé spontanément le travail.

Les exemples sont maintenant nombreux d'entreprises dont le fonctionnement est brusquement interrompu par des grévistes qui contestent les conditions de travail (cadenses, sécurité, etc...).

L'Etat social-démocrate ne peut pas exercer de répression trop visible, on ne peut pas montrer son vrai visage quand on est à quelques mois des nouvelles élections générales...

d'un camarade Français en Suède.

Post-scriptum:

Le Monde (22,23 mars) publie l'information suivante:

Engagées le 9 février pour régler le conflit dans les mines de fer de Laponie après presque 2 mois de grèves sauvages, les négociations... viennent d'aboutir. Les mineurs ont accepté la proposition d'augmentation de salaires de la direction par 2.397 voix contre 983, bien que les mineurs de Svappavaara, d'où est parti le mouvement l'aient par contre repoussée par 126 voix contre 116.

80% des ouvriers ont pris part au vote malgré les appels au boycottage de 3 membres de la "délégation des 27". Le chiffre élevé de participation au scrutin et la forte proportion de oui ne doivent pas faire illusion: les ouvriers ne sont pas pleinement satisfaits de l'augmentation accordée... Les négociations vont maintenant reprendre pour régler certains réajustements de salaires et examiner les revendications portant sur de meilleures conditions de travail.

DÉGÉNÉRESCENCE...

Rappelons la situation "syndicale", non seulenent en France nais dans les autres pays d'Europe».

En ANGLETERRE:

- Les *shop-stewarts* (délégués d'ateliers) s'opposent aux dirigeants syndicaux; en prise directe avec les travailleurs, leur optique est différente de celle des bureaucrates, d'où de nombreux conflits que traduisent des milliers de grèves sauvages, c'est-à-dire non officielles.

-En 1954-55, les dokers mènent une série de grèves contre la bureaucratie répressive des bonzes syndicaux de T.G.W.U. (bureaucratie soutenue par la bourgeoisie et sa presse).

- Et depuis les grèves sauvages continuent. Mais les Trade-Unions cherchent à domestiquer les shop-stewards en collaboration avec les employeurs: *"Les T.U.C. appellent l'attention des fédérations sur la nécessité de développer la formation des shop-stewards. Ils conseillent donc aux syndicats d'engager les discussions avec les enployeurs et les organisations patronales quant à la possibilité d'organiser des cours à l'intention des shop-stewards sur la base de congés sans diminutions de salaire. Partout où cette éventualité sera envisagée les programmes feront l'objet de consultations avec les employeurs et seront unis à leur approbation".* (déclaration de 1962 des T.U.C. et de la confédération du patronat britannique, reproduite par les *"Temps Modernes"* n° 219-220, août 1964).

En ALLEMAGNE:

Après la guerre et le traumatisme de la "défaite" du régime nazi, le prolétariat allemand a été longtemps en sonmeil; la cogestion lui était présentée conme une 3ème voie , solution au problème social à la mode de De Gaulle avant la fameuse participation du même.

C'est en 1954 que la classe ouvrière bouscule le "bon ordre" et l'entente patronat-syndicat: grèves de Hambourg, des métallos de Bavière et de la Rhur. En 1956 c'est la grande grève du Schleswig-Holstein, pendant 4 mois. Enfin en 1969, toute une série de grèves (Rhur, Sarre, Bavière, services publics...) remettent en cause les directions syndicales.

En SCANDINAVIE:

Nous publions ci-dessus une étude sur la Suède. Mais au Dannemark aussi, les travailleurs se soit mis en grève sauvage dans les chantiers navals,les abattoirs, les industries nécaniques, l'imprimerie, etc...

En ITALIE:

Du printemps162 au début de 63, les travailleurs italiens lancent une première offensive qui va se poursuivre en 1967 et surtout 1968 en accord avec le mouvement étudiant (Fiat, Pirelli ...).

En 1969 la lutte se poursuit, prenant des formes variées mais de plus en plus les mouvements d'origine spontanée se durcissent et refusent de passer par les voies syndicales.

Les attentats de Milan et de Rome (provocations policières ou fascistes) n'arrêtent pas les travailleurs dans leurs revendications.

En BELGIQUE:

Là, l'intégration syndicale est sans doute plus poussé qu'en d'autres pays, les patrons payant directement les cotisations aux syndicats -nous avons parlé en son temps de ce phénomène -, les grèves sauvages s'y sont donc développées contre les syndicats "collabos".

La lutte que tout le monde connaît, c'est celle récente des mineurs du Limbourg. Citons ces quelques lignes de "FORCE DES MINEURS": *"Pourquoi se bat la classe ouvrière? Les ouvriers organisent dans chaque usine des groupes pour combattre la domination du patron et pour défendre les intérêts de la classe ouvrière. Une nouvelle forme de lutte est née et ses combattants sont fiers de se battre pour la classe ouvrière. Les syndicats et les partis "socialistes" ont partie liée avec le patron: abandonnons-les!*

Il y a cent ans les ouvriers luttaient pour la journée de 8h: nous ne les avons pas encore.

Il y a cent ans, les ouvriers luttaient contre les contrôleurs et les espions du patron. Ils y sont toujours. Laisserons-nous durer cela éternellement ?"

En FRANCE:

Dès 1953, 4 millions de travailleurs se mettent en grève, sans demander l'accord des organisations syndicales. Et malgré les manoeuvres de celles-ci la grève va durer trois semaines, paralysant le pays tout entier. Dix ans plus tard, face au pouvoir fort gaulliste, les mineurs relèvent le défit de la réquisition; et si leur grève n'aboutit pas à un résultat très positif pour eux elle montre le vrai visage des syndicats, désireux de cantonner les mouvements dans des revendications catégorielles sans perspectives. Enfin, 1958 (et la suite): les syndicats n'ont pas osé en Mai lancer l'ordre de grève - preuve de leur dynamisme. Et on sait comment ils ont tout fait pour maintenir l'ordre, le bon ordre social.

CONCLUSION:

Il n'est pire sourd que celui qui refuse d'entendre. Refuser d'accepter les faits et continuer à se conduite comme si rien ne s'était passé et, qui mieux est, proclamer que ceux qui tirent des leçons de l'expérience vécue sont des traîtres, telle semble être l'attitude de certains "militants syndicaux"...

Les faits (ou plutôt le fait): les syndicats dits ouvriers ne sont plus les organisations des travailleurs; ceux-ci les rejettent. De KIRUNA à TURIN et du Limbourg à l'Allemagne disciplinée, sans oublier la grande Bretagne et la France, les travailleurs ont démontré par leurs grèves sauvages qu'ils se battaient sur deux front: contre les patrons, certes, mais aussi, contre les organisations qui prétendent être au service de la classe ouvrière mais qui, en fait, sont plus ou moins intégrées au régime.

Cette intégration est inconsciente assez souvent; mais elle n'en n'est pas moins évidente pour ceux qui cherchent à voir clair.

On peut nuancer le jugement. On peut dire que la situation n'est pas la même lorsqu'il s'agit des syndicats allemands cogestionnaires et des syndicats belges directement subventionnés par le patronat, d'une part, et d'autre part des syndicats français ou italiens en apparence assez libres. En fait, pour nous, tout syndicat réformiste, organisation qui cherche à s'imposer, à se développer, à être le partenaire social, qu'il soit ou non légalement intégré, devient pour les travailleurs un obstacle nouveau pour leur libération.

REVOLUTION...

Dans un précédent numéro de l'A.S., je vous avais entretenu de différends que j'avais eus avec la section syndicale départementale des instituteurs et même avec le groupe “école émancipée”, tendance dite révolutionnaire, à l'intérieur de ce syndicat.

En effet, les méthodes bureaucratiques employées pour lancer et arrêter une grève amenèrent de vives dissentions. Je rompis donc avec le S.N.I. et avec l'E.E. qui se faisait le fidèle écho du S.N.I.

Depuis j'ai reçu de nombreuses lettres qui marquaient leur accord avec mes positions, et elles m'ont fait du bien, car ce n'est pas sans amertumes sans vains regrets, que l'on quitte notament l'EE, où l'on a donné beaucoup de soi-même depuis plus de 15 ans. Je dis "vains regrets", car je crois maintenant que nous avons toujours tort de nous attacher à une structure quelconque lorsque son "contenu" ne convient pas à la stratégie nécessaire pour une époque voulue ... De même que me semblent "paléontologique" la déclaration: *"Projet de Charte de l'Alliance Syndicaliste"*, signée "H.H.M." faisant - une fois de plus acte d'allégeance aux syndicats actuels (appareils + orientation suivie)... Mais, dans le cas H. notamment (premier H.) on n'est jamais si bien servi que par soi-même ...

Il y a eu bien des remous, depuis mon départ du S.N.I., dans ce syndicat:
- Les "droitiers" sont partis, quand même mécontents, au syndicat ultra-corporatiste des collèges (S.N.C.)
- Les remplaçants et la plupart des jeunes contestent, voire simplement "oublient" ce syndicat-bidon.
- Le secrétaire de la section du syndicat a même cru bon devoir consacrer un éditorial complet, dans *"la voie syndicale"* de la Mayenne, n° 2 nov-déc. 69.: *"Nous avons vu depuis le début de cette année scolaire fleurir des méthodes qui pour n'être pas nouvelles n'en sont pas moins insolites dans notre section...*
...Essai de mise en place de structures parallèles...
...Mais nous nous refusons à exploiter les mécontentements, certes légitimes .
...Nous faisons tous la classe même si une décharge a été accordée aux responsables-sic syndicaux...
...Nous restons à notre poste tant que nos camarades nous renouvellent "leur confiance."

Donc, le syndicat, "j'y suis, j'y reste" continue... dans la même voie ... qui n'est pas la nôtre.

Et les situations, les problèmes demeurent, tous les jours un peu plus aggravés.

Je voudrais cependant vous narrer une action à "structures parallèles" dont parlait le secrétaire de la section S.N.I. dans son édito.

Les remplaçants enseignants mécontents de leur situation (précarité, formation insuffisante, brimades administratives) décidèrent d'agir seuls puisque le syndicat ne bougeait pas.

D'abord, ceux d'Ambrière proposèrent à tous leurs camarades une réunion pour déterminer l'ordre du jour, les positions à prendre en commun, déclarant qu'ils avaient décidé de refuser "d'assister aux conférences pédagogiques qui ne nous préparent pas à notre métier”.

Titre de la lettre: *"Les remplaçants d'Ambriere à tous leurs collègues exploités"*

Deux réunions eurent alors lieu, qui provoquèrent bien des craintes et des "grenouillages" dans les milieux administratifs et syndicaux.

Résultat? Un bide à peu près complet, car l'action a été récupérée.

Comment? De deux façons: de l'intérieur et de l'extérieur.

De l'intérieur: par les agents de deux partis politiques (J.C.R. et P.C.M.L.F.) qui cassèrent l'élan par des considérations tactiques du genre: abandonner nos objectifs pour essayer que le syndicat en prenne une partie à son compte, ainsi faire progresser les masses - essai de prosélytisme partisan. Cet abandon des objectifs concrets et déterminés ensemble, pour une stratégie abstraite, idéologique, fit que le mouvement hésita, se délita, perdit toute force d'impact sérieux.
En même temps, ces mêmes partisans voulurent établir une jonction avec “l’école émancipée"!.. mais hélas il fallut déchanter: ses ténors ayant déjà refusé de distribuer les tracts qui leur avaient été envoyés - (je viens de l'apprendre), exigèrent le passage par la légalité syndicale. Ce qui est sûr dans cette histoire, pour “l'école émancipée" c'est qu'elle y aura encore perdu un peu de son illusoire vernis révolutionnaire.

Quant au syndicat il fut amené à réunir un conseil syndical excepticnnel de la section. Alors dans un dernier

sursaut, les remplaçants décidèrent de se rendre à ce C.S. pour "montrer leur détermination"... Mais la partie était jouée. Le secrétaire général avait amené, lui, ses "anciens combattants"; les plus criards des remplaçants, politicards, avaient déjà opté pour, au maximum, "une grève active d'avertissement de 24 heures".

La partie,se déroule dans la confusion. Parole entendue: "Ce ne sont pas 300 remplaçants qui dirigeront la section". Donc se plier à la majorité qui se fout des remplaçants et de leurs problèmes...

De là, l'attitude toute tracée maintenant pour un certain nombre. Il fut finalement décidé qu'un tract serait tiré. La rédaction serait faite par des délégués des remplaçants et des "responsables-sic" syndicaux. Grève abandonnée.

Les politicards avaient montré par là toute l'étendue de leur savoir faire... et aussi de leur crétinisme.

Mais tout n'était pas dit ni surtout fait. Quant il fallu rédiger le tract, celui s'avéra comme devant s'intituler: de défense de l'école laïque obligatoire et républicaine, menacée, et le problème des remplaçants, centre de toute l'histoire, se trouvait noyé, en quelques lignes dans un fatras parlant de Badinguet, Baranger, de bâtiments...bababababa ! bah.

Les remplaçants refusèrent de le distribuer parce qu'ils ne voyaient pas très bien comment ils pourraient ensuite ne plus être "taillables et corvéables à merci".

Les bons gros titulaires refusèrent aussi de le distribuer parce qu'il révélait que l'école laïque, gratuite et obligatoire n'était pas une très bonne école.

Et les tartuffes syndicaux organisèrent là-dessus un rassemblement laïc.

Peu de remplaçants s'y trouvèrent. Ni moi.
Nous ne voulons plus être les fourmis processionnaires à l'usage des bons gros malins. Il faudra, bien un jour remettre en question cette usine à dressage appelée école laïque gratuite et obligatoire... déjà les étudiants ne nous ont pas attendus.

Un mot en passant: Peut-on se dire révolutionnaires en continuant à "distribuer"un enseignement dégueulasse, par ses méthodes et son contenu?

EN CONCLUSION:

Je crois pouvoir affirmer encore plus fort que les fois précédentes:

1- Les syndicats ne sont que des organismes amenant les syndiqués à mieux s'intégrer dans le système bourgeois, donc à perpétuer l'état d'aliénation de tous... Peut-être en serait-il autrement s'ils avaient été à contre-courant, et tracé des perspectives révolutionnaires, immédiates, faisant l'objet d'un combat permanent?

2- Les syndicats sont non-réformables, à l'image de la société qu'ils représentent.

3- La révolution ne nous sera pas apportée , octroyée par quelque prophète (parti ou syndicat). Elle est en nous tous, communiquant avec nous tous. Je ne crois pas aux manifestes ou tracts vengeurs ou “papelards". Les hommes doivent se rencontrer, s'écouter, pour se comprendre.

Ça va être long!

Et alors, depuis un nillion et demi d'années, les bipèdes parcourent la planète ce que représente, paraît-il la dernière heure du 31 décembre d'une année qui serait l’âge de la terre!
Nous avons le temps!

Mais commençons par le prendre. Recherchons la joie en nous et dans les autres. Soyons libres! libérons-nous! Avec les autres.

C'est ça, la révolution.

Et non les théories liberticides cent fois répétées, cent fois mises en pratique.

Ne soyons plus des "masses" , un troupeau, une armée. Soyons des êtres humains, soyons nous-mêmes La jeunesse veut la vie et la joie.

APPRENTI-HOMME.

EDUCATION SURVEILLEE...

Pendant que Guignard répandait son fiel à Europe n°1 le 23 janvier 1970 et répondait à un débat truqué, lycéens, étudiants, enseignants au nombre de 500 lui ont riposté victorieusement en participant à l'occupation de la direction de l'éducation surveillée , 6 rue Salomon-de-Lans, Paris, 3ème.

POURQUOI L'EDUCATION SURVEILLEE?

Parce que le pouvoir veut faire de l'Education Nationale une éducation surveillée. Pour lui, les militants relèvent du droit commun. Il veut faire des lycées, des facs , des écoles de redressement.

En mai, les étudiants, les lycéens, les enseignants ont conquis le pouvoir de s'exprimer, d'agir politiquement et de s'organiser dans les lycées et dans les facs. Ils ont conquis la possibilité d'en faire des lieux de prise de conscience et des bases de départ pour soutenir et rejoindre l'ensemble des luttes du peuple.

La contre-offensive de la bourgeoisie est claire: elle veut raser les foyers d'agitation.

Pour soutenir les LUTTES POPULAIRES, il est juste d'empêcher l'ordre bourgeois de régner dans les lycées et dans les facs; il est juste d'empêcher la bourgeoisie d'exercer sa dictature sur les lycées et les étudiants.

Malgré le quadrillage policier, les militants ont réussi à occuper, en plein Paris le bâtiment de l'éducation surveillée, connu par son caractère policier. Voici d'ailleurs un extrait de la brochure publiée par les Services du Ministète de la Justice: "Educateurs, Educatrices", 1969, sur l'Education surveillée:

"Ce qui suit ne s'adresse qu'à la jeune fille ou au jeune homme chez qui idéalisme et réalisme trouvent un bon terrain d'entente. Le jeune n'a plus de centre d'intérêt.

Il ne va plus à vélo chercher des jacynthes dans les bois, il ne s' intéresse plus à la chose publique et s'il "s'engage" ce n'est plus dans un mouvement politique ou sportif mais dans une "bande".

Le père et la mère ne sont plus des "chefs de famille", ils ne savent pas s'exprimer ou ne s'expriment pas du tout. L'éducateur en position objective, libéré des contingences, peut et doit être ce chef:

- se faire accppter comme tel,

- canaliser vers lui les tendances anarchiques "en jouant" avec chacun,

- rendre confiance en lui-même et en la société à l'adolescent.

DE QUOI S'AGIT-IL?

De tout et de rien répond l'amateur de paradoxes.

De TOUT: parce que remodeler, refaçonner une pièce qui a reçu des chocs profonds qui l'ont transformée et dénaturée malgré elle n'est pas une mince affaire et que si cette pièce n'estt pas impeccable en sortant demain du réparateur, elle risque de coincer la machine.

S'il ne s'agit que de la petite pièce de ferraille qui empêche le vélo ou l'auto de rouler, la montre ou l'horloge de donner l'heure exacte, l'industrie se charge contre numéraire de pallier en cas de mauvais travail cet inconvénient irritant mais mineur et non définitif. On change de vélo, d'auto, de montre.

Quand la pièce incriminée est un être humain, un jeune, quand la machine s'appelle la Nation, voire l'Humanité, toute malfaçon dans la réparation prend de graves proportions.

De RIEN: parce qu'il s'agit hormis les moments ou la pièce résiste à la lime, d'une notion constante, journalière et pout cette raison, lente, très lente qui, souvent, comme l'érosion, s'attaque à la montagne et passe inaperçue.

L'éducateur un jour s'étonne lui-même de son efficacité qu'il était loin de soupçonner."

400.000 jeunes SONT DIRECTEMENT VICTIMES DE CE DEPARTEMENT DE LA "JUSTICE".

Expliquons l'occupation de l'éducation surveillée dans les quartiers, dans les centres d'éducatjon surveillée, les C.E.T., les lycées, les facultés. Luttons pour la cessation immédiate des poursuites judiciaires à l'encontre des camarades inculpés.

Continuons à lutter, à nous mobiliser, pour imposer nos revendications. Soutenons les luttes de l'ensemble de la jeunesse scolarisée.

LACHE AGRESSION DU PARTI "COMMUNISTE" ENVERS DEUX MILITANTS DU COMITE D'ACTION DE RIS-ORANGIS

Depuis mai 68 , la bourgeoisie tente d'enrayer la montée des luttes de toutes les couches populaires (des ouvriers par les contrat de progrès, des étudiants par la participation, des petits commerçants, artisans et paysans etc...) Elle essaie plusieurs moyens: les moyens légaux (le référendum de 1969) et les autres.

A l'heure actuelle, on voit se développer une vague de répression, par la police et égalementpar les groupes armés contrôlés par la bourgeoisie (CDR attaqua quand les grévistes de l'EDF, SAC, GUD, natraquant les étudiants révolutionnaires à la Faculté de droit d'Assas) .

Les arrestations se font de plus en plus nombreuses: des diffuseurs de journaux sont régulièrement embarqués, et récemment 5 militants travailleurs et étudiants ont été arrêtés pour reconstitution de ligue dissoute.

Mieux: le groupuscule fasciste *"Ordre nouveau"* avait l'outrecuidance de vouloir tenir un meeting à la Mutualité le jeudi 26 Février avec la participation des fascistes étrangers (NPD néo-nazis allemand, MSI italien et Phalange espagnole).

Devant la mobilisation qui se préparait le gouvernement a préféré interdire ce meeting.

Et au milieu de cette recrudescence des groupes fascistes pourquoi le P"C"F, lui, n'organise-t-il pas de mobilisation?

Où étaient ses militants lors de l'attaque de Censier par le *Bethar* (groupe fasciste se masquant derrière le sionisme)?

Où étaient-ils le 26 février lors de la mobilisation antifasciste à la Faculté de Censier? Ah, pardon, nous oublions le meeting antifasciste de Nanterre! Belle initiative! et contre qui était-il dirigé s'il vous plait? contre ceux qu'ils craignent de définir et qu'ils appellent les "gauchistes". Sa politique est vraiment à l'inverse des mobilisations organisées dans les années 1934 dont certains se souviennent peut-être encore...

A Ris-Orangis:

C'est pour dire tout cela que depuis quelques mois un Comité d'Action s'est constitué à Ris-Orangis. Ses affiches ont comme but d'expliquer et d'informer; sans doute est-ce pour cette raison que le P"C"F s'est mis très rapidement à les recouvrir systématiquement. Et ces atteintes à la liberté d'expression durent depuis plusieurs semaines.

C'est pourquoi deux membres du Comité d'Action, excédés, arrachaient dans la nuit de Mardi à Mercredi une affiche du P.”C"F.

Lâchement, sans aucuune discussion ni explication politique, 4 membres du P"C"F (bien connus à Ris), embusqués, les ont agressés, 4 contre 2 la riposte était impossible et c'est ainsi que nos deux camarades jetés à terre reçurent encore des coups de pied.

C'est sans doute cela la politique de la démocratie avancée! on ne tape plus sur la bourgeoisié pour ne pas lui faire peur mais on s'en prend aux authentiques progressistes qui osent dire ce qu'ils pensent et agissent en conséquence.

Nous ne saurions qualifier les méthodes lamentables employées par le P"C"F . N0us les dénonçons fermement et continuerons la lutte que nous nous sommes engagés à mener à bien.

Prenez contact avec nos diffuseurs, achetez et lisez: FRONT UNI - Comité d'Action pour un Front Uni - RIS-ORANGIS

ARRESTATIONS, INTERPELLATIONS, PERQUISITIONS...

11 personnes gardées à vue, pendant 48h, dans les locaux de la police, à Bordeaux.

“64 cocktails Molotov découverts à Bordeaux dans les locaux de l'Association générale des étudiants" (la presse).

La cour de sûreté de l'Etat se charge de l’ “Affaire" et délègue un procureur à Bordeaux dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 février. Que se gasse-t-il?

Avant d'aller plus loin, il semble nécessaire de faire un bref historique de la situation.

Depuis 3 mois environ un comité de soutien aux objecteurs politiques et insoumis Martinez et Brochier est né à Bordeaux, rassemblant certains groupements politiques, étudiants ou non, des objecteurs et des personnes sans étiquette politique définie.

L'originalité même de ce comité, qui ne se réclamait pas d'une doctrine unique mais dont le but était, et est toujours d'ailleurs, de dénoncer une certaine politique (néo-colonialisme français au Tchad par exemple), embarasse et gêne la police et le gouvernement.

En effet, le cas de ces 2 insoumis, Martinez (étudiants en droit) et Brochier (électricien) qui, pour n'avoir pas déposé leur demande de "statut d'objecteur de conscience" dans les très brefs délais impartis, se trouvent maintenant en état d'insoumission, a permis sur Bordeaux, de réunir plusieurs tendances polittiques, et de renforcer la lutte. La police bordelaise ne s'y trompe pas en poursuivant sans cesse les militants du comité Martinez-Brechier.

Début décembre le comité s'installe dans les locaux de l'AGEB et organise différents meetings, débats, manifestations et interventions dans les quartiers. Pendant 3 semaines cette action se poursuit tant au niveau étudiant que dans d'autres milieux, permettant l'information et la sensibilisation d'un grand nombre de personnes sur:
- l'impérialisme français au Tchad,
- le caractère répressif de l'organisation de la défense et de l'armée,
- l'embrigadement de la jeunesse favorisé par le projet de loi sur la réforme du service national,
- le soutien à Martinez et Brochier.

Au cours de cette période du 3 au 22 décembre, plusieurs militants sont interpellés par la police au cours des différentes manifestations. Cette même police veille avec beaucoup de diligence sur les locaux de l'AGEB. Début janvier, l'action reprend et le 8 février un meeting sur l'impérialisme est organisé, avec la participation d'un responsable national du PSU à l'Athénée de Bordeaux. Le mardi 17 février, une trentaine de militants du comité Martinez-Brochier, pénètrent dans les locaux de la maison de l'ORTF. Ils y restent 1h, discutant avec les journalistes et le personnel présent, jusqu'à ce que la police fasse irruption, les emmène avec une inutile brutalité malheureusement habituelle (un photographe d'un quotidien local a été brutalisé et injurié), pour interrogatoire et vérification d'identité. Dans la nuit du 19 au 20 fév., une patrouille de police interpelle 2 personnes devant l’AGEB, la fouille du véhicule leur a permis de trouver quelques affiches.

Le vendredi 20 fév. vers 16h30 une opération de police *"l'une des plus spectaculaires que Bordeaux ait connues depuis les événements de mai"* ("Sud-Ouest") est déclenchée sous la direction du commissaire central Campet: 4 cars de police s'installent aux abords de l'AGEB. De nombreux inspecteurs pénètrent dans les locaux et arrêtent toutes les personnes présentes. Parmi celle-ci se trouvent les membres du bureau de l'UNEF , le personnel de l'AGEB et des militants du Comité Martinez-Brochier (1 jeune passant sera même embarqué!), interrogés dans les locaux de la P.J. le personnel de l'AGEB et les membres du bureau de l'UNEF, sont relâchés peu après. Parallèlement à cette action policière, plusieurs perquisitions ont été entreprises - dans les locaux de l'AGEB où la police aurait découvert 64 soi-disant cocktails Molotov (bouteilles de peinture: le flair policier est infaillible), et 30 cocktails en préparation (bouteilles vides); dans les locaux de la section bordelaise de la *Mutuelle Nationale des Etudiants de France* (MNEF) lieu public où se trouvent tous les dossiers médicaux des assurés sociaux étudiants (et ceci n'a jamais été signalé par la presse bien qu'une telle perquisition soit absolument scandaleuse); au secrétariat des objecteurs, domicile privé - et non, comme on l'a

partout écrit, au *"secrétariat du comité de soutien aux insoumis"* puisque ce comité est tout à fait informel et n'a aucune organisation administrative ou hiérarchique - les nombreux inspecteurs qui se sont introduits dans ce domicile sans mandat de perquisition ont saisi la correspondance et les adresses des objecteurs.

Prévenues rapidement puisque l'ORTF parle de l'affaire dès 17h - chose troublante, si l'on pense que les opérations de police ont commencé à 16h - un certain nombre de personnes tentent d'informer par tracts et manifestations la population bordelaise, car tout les journaux du samedi matin titrent -*"60 cocktails molotav découverts dans les locaux de l'AGEB à Bordeaux. 17 jeunes gens interrogés par la Police" -"A Bordeaux, 60 bombes arisanales, découvertes dans les bureaux de l'UNEF, 17 arrestations"* (l'Aurore") -*"La Cour de Sûreté de l'Etat est saisie de leur cas. Les 17 étudiants arrêtés seront transférés à Paris"* (Sud-Ouest) - *"Des engins explosifs étaient fabriqués au siège de l'UNEF de Bordeaux: 17 arrestation"* (l'Humanité); enfin le Figaro indique dans son article que *"17 jeunes gens, qui étaient occupés à fabriquer des engins explosifs ont été arrêtés"*.

Pour mettre fin à ces accusations calomnieuses - les dits cocktails n'étant donc que des bouteilles remplies de peinture rouge, utilisables pour tacher les murs des casernes et attirer l'attention de la population, les soi-disant mèches prêtes à être utilisées étant des morceaux de chiffons utiles lorqu'on prépare des affiches et qu'on veut nettoyer, plusieurs manifestations s'organisent dans l'après midi et la soirée de samedi: au magasin Carrefour (ou une personne distribuant des tracts est attaquée par la police privée du magasin aidée de quelques consommateurs prêts à défendre les intérêts de leur commerçant favori en criant *au voleur!* et en l'attaquant à coups de manivelle) - et dans d'autres centres commerciaux - en banlieue et dans le centre de la ville.

Le samedi soir sont encore gardées à vue 11 personnes, garçons et filles, qui ne sont pas toutes âgées de 20 ans et moins, comme la presse veut le laisser entendre, laissant ainsi la porte ouverte-à tous les commentaires moralisants sur la révolte irresponsable des jeunes, les manipulations dont ils sont l'objet, la démission des parents, etc...

Un procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat , venu à Bordeaux - le dimanche 22 a reporté l'affaire - après examen du dossier, sans doute peu convaincant - entre les mains du Parquet de Bordeaux. Les 11 personnes interpellées ont donc été entendues - le dimanche après-midi par le juge d'instruction Latour. L'une d'elles (trop jeune sans doute, - la police ne veut tout de même pas s'attirer d'ennuis: trop voyants) était relâchée tout de suite. Les autres ont été entendues et mises en liberté provisoire à 19 h après avoir été inculpées de *"fabrication d'engins pouvant exploser"* !...

Article 3 de Ia Ioi du 18 juin 1871:
"Tout individu fabriquant ou détenteur, sans autorisation et sans motif légitime de machine ou engins meurtriers ou incendiaires agissant par explosion ou autrement ou d'un explosif quelconque, quelle que soit sa composition... Tout individu fabricant ou détenteur sans motif légitime de substances destinées à entrer dans la composition d'un explosif, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 180 & 10.800 Ffrancs ".

Texte qui, comme on le voit, ne permet pas d'avoir en sa possession bouteilles vides, chiffons, essence,etc...

L'abandon des poursuites par la Cour de Sûreté de l'Etat, la mise en liberté provisoire, autant d'indices d'une reculade de la police déçue d'un si piètre butin. Notons aussi l'attitude honnête de la presse, qui, après avoir mis en titres énormes cette "découverte" des cocktails, n'ose plus, 48 heures après revenir sur ce qu'elle avait dit, et n'indique que par un entrefilet minuscule, qu'il faut chercher, la mise en liberté des 11 personnes... à moins qu'elle n'en parle pas du tout (Sud-Ouest ou l'Humanité).

Devant cette série de faits qui risquent d'inaugurer une longue série de calomnies et autres inquisitions tout aussi injustes et sans fondements, il nous faut réagir très vite et informer:
- les travailleurs, syndicalistes ou non, qui peuvent être à tous propos inquiétés et poursuivis sous n'importe quel prétexte;
- les organisations qui peuvent être perquisitionnées et voir leurs documents et leur correspondance volés ou détruits;
- les étudiants qui, nous le savions déjà d'ailleurs, ne peuvent se retrouver à quelques-uns sans être immédiatement suspectés;
- l'ensemble de la population qui doit être consciente de l'arbitraire de toutes les manoeuvres gouvernementales, et de la malhonnêteté de la presse avide de titres à sensation, et à la dévotion.du pouvoir.

Il est temps de préparer la lutte: nous faisons donc appel à toutes les organisations et à tous ceux qui se sentent concernés par les manouevres dont nous faisons - et dont ils font - actuellement les frais.

RENOUVEAU SYNDICAL

Ce titre est celui d'une publication des étudiants communistes et le "Renouveau" qu'il prône est celui de l'UNEF. Le bulletin contient des passages tout à fait symptomatiques. Exemple:

..." il y a seulement quelques décennies, les intellectuels peu nombreux occupaient une situation privilégiée par rapport aux autres salatiés.....A l'heure actuelle, les intellectuels sont devenus, par suite de leur importance , tant numérique que dans la production, une couche exploitée par les monopoles..."

Si nous comprenons bien, les étudiants communistes regrettent que les intellectuels (issus des classes bourgeoises, le bulletin le souligne) aient perdu une partie de leurs privilèges!

Parmi les nombreuses revendications, figurent:
- l'utilisation de la "cogestion",
- un juste contrôle des connaissances, (juste ???)
-la solution au problème des débouchés, etc....

Mais on y cherchrait en vain une allusion au problème social, comme si le "problème étudiant " était indépendant de tout le contexte. Caractéristique!

Tout cela n'est pas pour nous surprendre, bien sûr; nous pouvons d'ailleurs le rapprocher de cette déclaration de LE GUEN (dirigeant des cadres C.G.T.):

"LA HIERARCHIE EST UNE FORME DE LUTTE DES CLASSES DANS LA MESURE OU LES SALAIRES LES PLUS ELLEVES CONTRIBUENT A RESTREINDRE LES PROFITS CAPITALISTES".

CONTRE LE TRAVAIL

1906 - La CGT, alors anarcho-syndicaliste engage la lutte pour les 8 heures par jour.

1936 - La semaine de 40 heures, est obtenue par les grèves et les occupations

1970 - La journée de 8 heures reste théorique dans bien des boites.

Pourtant le nombre des chômeurs est toujours important, Pourtant , les progrès industriels et les améliorations techniques devraient nous permettre de travailler beaucoup moins, Pourtant, le travail est de plus en plus abrutissant et ceux qui aiment le travail qu'on leur donne, de moins en moins nombreux.

Il faut engager la lutte et imposer PROVISOIREMENT le mot d'ordre:
6 HEURES PAR JOUR, 30 HEURES PAR SEMAINE.

En attendant, il est possible , dès maintenant d'utiliser les oeuvres sociales pour limiter le temps de travail. Les oeuvres sociales (Sécurité Sociale, ASSEDIC, aide publique aux chômeurs, etc...) sont des conquêtes ouvrières que les dirigeants utilisent à leur profit, pour faire accepter leur sort aux travailleurs. Il faut se servir au maximum des oeuvres sociables, pour travailler le moins possible.

Le Conseil de Nantes va diffuser en ce sens des "modes d'emploi" des oeuvres sociales; faites-les circuler , et si vous avez des idées envoyez les:

Boite Postale 327 NANTES , elles seront publiées et utilisées.

"Préparons pour commencer le 1er MAI 1970 , afin que ce soit le début de la lutte "
- Pour les 6 heures par jour,
- Pour les 30 heures par semaine,
en attendant mieux et pour préparer l’automation.

CONSEIL DE NANTES

A.S.R.A.S.:

La conférence nationale de l'*Alliance syndicaliste (A.S.R.A.S.)* du samedi 4 avril se réunira à Paris 10ème, 3 rue du Chateau d'Eau (Métro République), salle Francisco Ferrrer (ausous-sol), de 9h à 17 h.

SUD-EST:

Une réunion libertaire est prévue près de Valence (Drôme), le dimanche 12 avril. Pour plus de détail les camarades intéressés voudront bien écrire à Métivier qui transmettra immédiatement.

COMITE DE LUTTE POUR LA LIBERATION LES PRISONNIERS POLITIQUES DE JUIN 68...

Nous avons reçu quelques réponses à la suite de la fiche d'information du 24-12-69, envoyée à l'ensemble de la presse gauchiste nationale. Nous répondons avec quelques précisions à ces lettres sur cette affaire "RATON-MUNCH" qui n'a que trop duré dans le silence complice de l'Etat, des syndicats, dès groupuscules de tout poil. Nous sommes sûrs que les plus honnêtes des révolutionnaires vont maintenant en parler suite au "suicide" , la nuit dernière, d'un des trois inculpés.

Voici donc à peu près les éléments.

LYON

24-25-5-1968:10.000 émeutiers, des magasins pillés, les barricades... des disparus dans les 2 camps. La police monte en épingle la mort du commissaire René Lacroix impacté par un camion "fou" sur le pont La Fayette.

24-6-69: l'arrestation de M. Raton (parmi 1.500 interpelés parce que : non militant presque illettré, jeune délinquant, 4ème d'une famille de 9 enfants, père ouvrier à "Rhodiaceta" - donc peu défendable).

10-68: arrestation de M. Munch (orphelin, licencié Halles-Lyon en 4-68) et M. Mougin (fils d'ouvrier CAP tourneur, chômeur comme les 2 autres) suivant même processus mental des flics (tous trois déjà fichés comme déjinquents: Raton: 19 an, Munch: 20, Mougin: 17 à l'époque), Joanin et Damizzo, eux , sont relâchés quelques jours après leur arrestation: l'un est représentant, l'autre fils du propriétaire du camion).

12-68: tentative de suicide de Raton. En plus introduction dans sa cellule d'un mouton qui lui fait une lettre pour Tixier-Vignancourt!

1-69: 2 d'entre nous (un troisième sortant bientôt en libération provisoire) rencontrent Raton, Munch et Mougin, lors de 3 et 6 mois de prison pour autres faits politiques. Aussi, on convainc Raton de laisser tomber avec Tixier, lui expliquant ce qu'est un fasciste. On leur promet aussi de leur aider au maximum dès que nous-mêmes libérés.

2-69: Mougin en liberté provisoire.

4-69: Nouvelle arrestation de Mougin (nouveaux " témoigngages"). Jusque là peu de défense politique par les copains: la police faisant croire de semaine en semaine à la prochaine libération des 2 restant détenus (disant même qu'ils étaient déjà libérés!).

Vers 15 -5 -69: meeting de l'étudiant Krivine à Paris (présidentielles) 10.000 jeunes au moins vers le Palais des sports, porte de Versailles; 4 d'entre nous s'y rendent, comptant parler de cette affaire: refus des kriviniens de nous en laisser parler ("C'est une provocation", etc...); Krivine lui, s'en fout: quand sa femme ou lui vont en taule, les étudiants gauchistes se ruent sur la plume; mais pour des ouvriers comme nous; membres d'aucun parti ou groupe - et pour cause - on S'EN FOUT! Donc , presque imposible de rendre cette affaire publique: faut pas confondre un leader étudiant et un prolétaire à 700 F par mois! Quelques inscriptions murales à Lyon de temps en temps.

De 9-69 à 11-69: tentatives multiples auprès des groupuscules lyonnais pour qu'ils bougent: sans succès! (seuls des anars et un C.A. de quartier rédigent quelques papiers et font quelques réunions là dessus: peu de portée).

Comme il devient évident que les "militants" tiennent surtout à garder le silence (comme la police et la presse), des gens non-militants décident d'entreprendre ce qu'ils peuvent, mais leurs moyens sont minces (quelques ouvriers, quelques lycéens, une poignée d'universitaires)...

12-69: Constitution d'une "Commission d'enquête" (démarches auprès familles et détenus, des assistantes sociales, des avocats): réunion d'un dossier, de témoignages. Cassage de gueule public d'un groupe d'étudiants (A.J.S.) disant que les "barricadiers étaient des gangsters"!

24-12-69: polycopie d'une fiche informative (2.500 ex) communiquée à:

- niveau national: presse gauchiste, "Monde", "Express", "Nouvel Observateur", " Combat", etc...
- niveau régional: tous groupes partis, syndicats, lycées, facs, MJC, quelques boites, journaux...

RESULTATS OBTENUS:

France: articles (“Express” 29/12/69, "Monde" 15/01/70; très dégu^ulasses mais levant un peu le silence; "Tribune socialiste" et quelques feuilles anarchistes: “Espoir" "Anarcho-syndicaliste”, "I.C.O.". Quelques collectes envisagées et d'autres actions (Paris, Nice, Niort, Montereau, Blois, Sarthe...)

Région Rhône-Alpes: "Le Progrès-St Etienne (3 lignes); le 25/1/70: "Le Réfractaire" (Lyon). Prises de parole dans des lycées (Grenoble, Lyon, Chambéry...) Des "comités" locaux se constituent et informent (Vienne, Mâcon, Annecy, St Etienne...). Les collectes sont en cours - 150F récoltés en 2/70 (Fac Lettres Lyon) envoyés à Munch et Raton.

Réunions d'infomation dans quelques boites et MJC où sont des noyaux "durs" de jeunes travailleurs.

Promesses articles: "Tribune socialiste", "Témoignage Chrétien", “Vie Lyonnaise", “Esprit", "Combat"; “Temps Modernes", “Nouvel Obs." "Unir”, "Lutte Ouvrière" (Besançon), "Défense active” n°2: 73 rue Boffon Paris 5ème: article 1page fait directement par nous).

Refus: "Monde”, publication 2 lettres de nous, suite à leur art. du 15/1/70.

Vers 10/2/70: tract idiot de "G.P.-Lyon (10.000 ex)". Nous avons tous tué un flic"...

DERNIERES NOUVELLES:

24/12/69: 2ème mise en liberté provisoire de Mougin.

1/70: Lettres de moi à Raton et Munch (saisies par le juge d'instruction)

Fin 1/70: Un de nous convoqué par flics (inquiets) et interrogé sur "les gens qui s'occupent de cette affaire"... Ne dit rien évidemment.

Début 2/70: 3 d'entre nous rencontrent Mougin: est très déprimé; lors de sa 1ère arrestation (10/68), sa fiancée, enceinte, se rend, lui tente de se tailler: les flics lui tirent dessus 2 fois; vend tous ses meubles pour payer son avocat (3.500F à ce jour). Sa fiancée et leur bébé (8 mois) ont disparu. Relibéré le 24/12/69, travaille (magasinier, maison d'engrais); loge hôtels, bouffant tous ses gains, demande que lui cherchions une piaule. Allions lui en proposer une quand...

18/2/70, *"A l’aube, Michel Mougin trouvé mort dans un caniveau, banlieue lyonnaise, une bouteille d'éther à demi-vide à la main. C'était un des 3 inculpés dans l'affaire de la mort du commissaire Lacroix, à Lyon, Pont La Fayette le 24/5/68 "* (Flash Europe n°1 10 h, 18/2/70. Son "suicide" nous rappelle celui de Pinelli à Milan (12/69). D'autres précisent que ses malheurs successifs l'y ont poussé: de toute façon, la "justice" en est totalement responsable... Michel l'accuse assez dans une lettre récente, que nous avons de lui. En tous cas, il y a une huitaine de jours il paraissait disposé à une chose: retrouver sa femme et leur gosse, partir à l'étranger, oublier leurs misères (ou les transférer).

Nous craignons beaucoup pour les deux autres prisonniers: les flics, très inquiets de l'agitation que nous faisons (suis personnellement convoqué prochainement!). Il faut faire le maximum de bruit; tous ceux qui participent au silence se rendent complices de la police; Munch et Raton sont très pauvres: on peut leur écrire et leur envoyer des mandats:

Michel Raton, 12 quai Perrache, 69 LYON - Marcel Munch, 33 cours Suchet, 69 LYON.

On peut aussi nous écrire:

"Comité de Lutte pour la Libération des Prisonneirs Politiques de Juin 68" c/o B.P."A.G.E.L." - 20 rue François Garcin 69 LYON.

CCP: MARSELLA 1347 30 - LYON - BRUNET 5643 55 LYON

(Correspondance, affiches tracts,etc...)

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.